**Caroline PELLETIER**

Professeur des universités en droit privé

**Publications**

**Ouvrages individuels et collectifs :**

* « Les clauses contractuelles favorisant une justice alternative », *in Les modes alternatifs de règlement des litiges,* coll. Lejep, Lextenso, 2017, à paraître.
* « Commentaire d’arrêt – responsabilité contractuelle », *in Droit civil des obligations, Méthodologie et sujets corrigés,* Les annales du droit 2017, Dalloz, 2016, p. 156.
* « Commentaire d’arrêt – Responsabilité délictuelle », *in*Droit civil des obligations, Méthodologie et sujets corrigés, Les annales du droit 2015, Dalloz, 2014, p. 215.
* « Cas pratique – Responsabilité délictuelle », *in*Droit civil des obligations, Méthodologie et sujets corrigés, Les annales du droit 2014, Dalloz, 2013, p. 226.
* « Cas pratique – Responsabilité générale du fait d’autrui », *in*Droit civil des obligations, Méthodologie et sujets corrigés, Les annales du droit 2013, Dalloz, 2012, p. 245.
* « Le juge et l’efficacité de l’acte normatif », *in* L’efficacité de l’acte normatif, coll. Lejep, Lextenso, 2013, p. 165.

**Articles et chroniques**

* « Articulation entre entre clause de conciliation et mise en œuvre d’une mesure d’exécution forcée », *R.D.C.,*2017, p. 69.
* « Clause de conciliation et demande reconventionnelle », *R.D.C.,*2017, p. 71.
* « Extension du principe de loyauté de la preuve aux procédures permettant l’obtention de mesures d’instruction *in futurum* », *R.D.C.,*2017, p. 92.
* « Le caractère obligatoire de la clause de conciliation est-il toujours soumis à l’existence de conditions particulières de mises en œuvre du processus conciliatoire ? », *R.D.C.,*2017, p. 94.
* « Impossibilité pour la caution de se prévaloir du non-respect de la procédure de conciliation prévue par le contrat de prêt au profit du débiteur principal »,*R.D.C.,*2016, p. 286.
* « Article 1226 : les conditions d’exercice de la résolution unilatérale aux risques et périls du créancier », *in Projet d’ordonnance portant réforme du droit des contrats : articles choisis, R.D.C.,*2015, p. 788.
* « Bien-fondé des actions de groupe engagées », Intervention dans le colloque de la Revue des Contrats *Le contrat en l’action de groupe : étude d’un cas*, *R.D.C.,*2015, p. 403.
* « Absence de régularisation en cours d’instance de la fin de non-recevoir tirée du non-respect de la clause de conciliation »*, R.D.C.*, 2015, p. 308.
* « Invocabilité en tout état de cause de la fin de non-recevoir tirée du non-respect de la clause de conciliation », *R.D.C.*, 2015, p. 311.
* Champ d’application de la clause de conciliation », *R.D.C.*, 2015, p. 88.
* « Conséquences du refus fautif d’un contractant d’engager le préalable de conciliation contractuellement prévu », *R.D.C.*, 2015, p. 86.
* « Vente de l’immeuble et transmission des actions en justice : ordre ou désordre ? », *R.D.C.*, 2014, p. 801
* « Géolocalisation et loyauté de la preuve », *R.D.C.*, 2014, p. 440
* « Précisions sur la compétence de la Cour d’appel de Paris en matière de pratiques restrictives de concurrence », *R.D.C.*, 2014, p. 84
* « La clause de conciliation privée de tout effet dans les contrats de travail », *R.D.C.,*2013, p. 1010.
* «  Quand la Cour de cassation prive la clause de conciliation de toute portée », *R.D.C.,*2013, p. 192.
* « Clause de conciliation et contrat de travail : qui de l’employeur ou du salarié doit prendre l’initiative de mettre en œuvre la clause de conciliation », *R.D.C.*, 2012, p. 888
* « Le caractère préfix d’un délai ne fait pas obstacle à sa suspension en cas de mise en œuvre de la clause de conciliation », *R.D.C.*, 2012, p. 885
* « Confirmation de la possibilité de mettre en œuvre la clause de conciliation en cours de procédure », *R.D.C.*, 2012, p. 884
* « Sort de la clause de conciliation en cas de subrogation », *R.D.C.*, 2012, p. 882
* « La frustration des associations de consommateurs face à l’absence d’action de groupe en droit processuel français », *R.D.C.,*2012, p. 151
* « Nouveau recul de la force obligatoire des clauses de conciliation », *R.D.C.*, 2011, p. 916.
* « L’ambivalence de l’expertise extrajudiciaire dans le procès », *R.D.C.,*2011, p. 199.
* « Rôle de la mise en demeure dans le mécanisme de la résolution unilatérale aux risques et périls du créancier », *R.D.C.*, 2010, p. 690.
* « Astreinte, ordonnance sur requête et principe du contradictoire », *R.D.C.*, 2010, p. 160.